

LA GRANDE INTERVIEW

politique.union@sonapresse.com

«Le principe de précaution doit être de mise pour éviter un emballement des contaminations et des cas graves.»

Nos indicateurs macroéconomiques présagent-ils une embellie de la situation économique à court terme ?

La crise de la covid-19 a bouleversé nos prévisions économiques. J'ai indiqué dans ma Déclaration de politique générale que la dégradation, en 2020, des fondamentaux de l'économie gabonaise résultait de la conjugaison des trois facteurs qui sont la survenue de la pandémie de la Covid-19, la chute des cours internationaux des matières premières qui en a résulté, le recul de la demande mondiale des produits de base (pétrole, manganèse, bois...).

Dans ce contexte, en dépit des mesures vigoureuses mises en œuvre par le gouvernement, sous les très hautes instructions du président de la République, la croissance devrait reculer pour s'établir à moins 0,8 % contre 3,9 % en 2019, le déficit public devrait se situer à moins 4,5 % alors que la balance était excédentaire en 2019, les réserves de change devraient baisser pour représenter trois mois d'importation et le taux d'endettement devrait se situer à 64 % du Produit intérieur brut (PIB) contre 54,6 % en 2019.

La situation aurait été désastreuse si les efforts de diversification entamée depuis une dizaine d'années ne portaient pas leurs fruits. Le dynamisme du secteur hors pétrole nous a permis d'amortir le choc. Les activités industrielles dans le secteur minier et dans le domaine du bois, et même dans les secteurs des travaux publics nous ont aidés à mieux supporter le choc de la pandémie.

Les prévisions pour l'année 2021 annoncent un net redressement de notre économie et un retour vers une croissance positive de l'économie, et sa consolidation à moyen terme. La reprise de l'économie mondiale en 2021 justifie notre optimisme. Le Fonds monétaire international (FMI) annonce une reprise annoncée de 5,4 % de la croissance du Produit intérieur brut (PIB). Sur la base des prévisions arrêtées, la croissance de notre économie devrait se situer entre 2 % et 3 %. Notre stratégie de relance s'inscrit donc dans cette dynamique.

Comme je le soulignais tout à l'heure, il nous faudra poursuivre



Photo: DR

nos efforts de transformation structurelle de l'économie afin de la rendre plus résiliente et inclusive. Nous bénéficions à cet effet du soutien des bailleurs de fonds et notamment du FMI qui nous font confiance pour maintenir cette trajectoire et poursuivre les efforts relatifs à l'assainissement de nos finances publiques. L'État doit se donner plus de capacités pour investir dans le développement des infrastructures de soutien à la croissance, dans l'éducation et la formation et dans les dépenses sociales diverses.

Votre feuille de route prend-elle en compte la question du règlement de la dette intérieure qui revêt la forme d'un "serpent de mer" pour les différents gouvernements ?

Je voudrais rappeler que la volonté du président de la République et du gouvernement est de donner une bouffée d'oxygène aux entreprises afin qu'elles préservent les emplois. C'est une priorité.

Dans ce cadre, nous avons élaboré une stratégie d'apurement de la dette intérieure pour l'ensemble des créances impayées sur les fournisseurs de l'État. Les éléments du règlement de cette dette intérieure sont affinés et en cours de traitement par les départements ministériels concernés. Un arrêté a été pris pour la vérification et la conformité de l'exécution des

marchés de moins de 100 millions. De manière globale, cette stratégie d'apurement, validée par le ministre de l'Économie et de la Relance, a été partagée avec le FMI qui conditionnait d'ailleurs le passage des 4ème et 5ème revues à sa production.

Il est donc bon de vous rappeler que les paiements s'effectuent depuis cette année. Le montant total déjà réglé s'élève à 42,3 milliards de F CFA. Comme vous pouvez le constater, la volonté de régler cette problématique est prise en compte par le gouvernement.

Dans votre discours, vous avez abordé longuement la nécessité de poursuivre la lutte contre le Covid-19. À quoi peut-on s'attendre au moment où on enregistre une baisse significative du nombre de contaminations et une augmentation de celui des guérisons ?

À ce niveau, le gouvernement considère que la tendance globale qui laisse apparaître une maîtrise de la pandémie ne doit pas nous faire baisser la garde. Le principe de précaution doit être de mise pour éviter un emballement des contaminations et des cas graves. La situation difficile sur le plan économique et social est due à l'intrusion brutale de cet agent infectieux. Nous devons rester vigilants. La poursuite des efforts de maîtrise de cette maladie est

Les prévisions pour l'année 2021 annoncent un net redressement de notre économie et un retour vers une croissance positive de l'économie, et sa consolidation à moyen terme.

indispensable pour garantir une bonne relance de notre économie. Il est clair que nous devons apprendre à vivre avec ce virus. Mais cela doit se faire en toute responsabilité. C'est pourquoi les discussions sont en cours pour garantir une reprise en toute sécurité et en toute responsabilité. Comme nos compatriotes l'ont constaté, les résultats de la surveillance épidémiologique que nous enregistrons ces derniers jours démontrent une tendance baissière de la maladie. Et ce, grâce à la vigilance, à l'expertise et au professionnalisme des personnels soignants et des équipes techniques du Comité de pilotage (Copil) du plan de veille et de riposte contre la pandémie à coronavirus qui réalisent un travail considérable. Je voudrais ici leur rendre hommage et, surtout, les encourager à poursuivre et intensifier la surveillance épidémiologique. J'ai annoncé à l'Assemblée nationale que le gouvernement maintenait la stratégie de riposte actuelle qui est " Dépister – Isoler – Traiter",

afin de réduire encore davantage la prévalence de la pandémie.

Comprenez alors que la maladie n'est pas encore éradiquée. Le relâchement observé dans l'observation stricte des mesures barrières, d'hygiène et de distanciation physique doit immédiatement être proscrit par l'intensification des contrôles, pour éviter une résurgence exponentielle de clusters de contamination, avec toutes les conséquences prévisibles sur la santé humaine de nos concitoyens et sur la mise en œuvre du programme du gouvernement. J'en profite d'ailleurs pour demander aux compatriotes de continuer à respecter les mesures barrières et d'hygiène. Nous comprenons l'impatience des uns et des autres, mais nous ne pouvons prendre aucun risque avec leur santé. Nous analysons actuellement toutes les possibilités de reprise progressive, et en toute sécurité, des activités dans certains secteurs. La réflexion est très avancée et, le moment venu, le gouvernement communiquera à ce sujet.